

Chevron, pollueur mais pas payeur en Equateur

D'un côté, l'Equateur, petit pays sud-américain de quinze millions d'habitants. De l'autre, Chevron, mastodonte de l'industrie pétrolière, dont le chiffre d'affaires a dépassé les 230 milliards de dollars en 2012. Combat inégal ? Qu'importe. Quito est déterminé à faire payer la multinationale pour la pollution dont elle est responsable.

par **Hernando Calvo Ospina**, mars 2014

Une des voitures qui nous accompagnent est tombée en panne. Nous sommes obligés de faire halte dans l'un de ces villages de l'Amazonie équatorienne dont Google Maps ignore probablement tout. La chaleur poisse. A côté du garage, une femme vend des babioles aux automobilistes en détresse. Nous lui demandons un peu d'eau fraîche. Elle s'apprête à nous servir, puis se ravise. D'un air gêné, elle indique une boutique, un peu plus loin : « *Il vaut mieux que vous l'achetiez en bouteille chez la voisine. La nôtre risque de vous faire du mal.* » C'est la deuxième fois au cours de ce voyage que nous entendons cette réflexion.

Comme bien d'autres villages des provinces de Sucumbíos et d'Orellana, ce non-lieu a été bâti par des gens venus de loin, attirés par l'exploitation pétrolière mise en œuvre par la société américaine Texaco en 1962. Sushufindi, Tarapoa, Yuca, Socha : certaines localités dépassent à peine la taille d'un hameau. D'autres ont poussé, comme Coca ou Lago Agrio, qui atteint presque trente mille habitants.

Josefa, une Colombienne arrivée dans les parages il y a vingt ans, alors qu'elle fuyait la violence dans son pays, nous a confié la veille que, par chance, on peut recueillir l'eau de pluie. Lorsqu'il y en a. « *Et le reste du temps ?* » « *C'est l'eau du puits* », dit-elle avec un sourire résigné. Une femme aux traits indiens raconte qu'on vient juste de débiter les travaux pour installer des canalisations d'eau potable. « *Et pourtant, ici, nous nageons dans le pétrole depuis bien longtemps.* » A quelques mètres, une poule picore avidement la rouille sur un énorme tuyau qui, transportant l'or noir, traverse le hameau de Yuca et se perd au loin.

Des puits pour récupérer l'eau, à moins de deux cents mètres de deux bassins de stockage contenant des milliers de litres de résidus pétroliers. Ce sont de larges fosses qu'on a omis de doter d'un dispositif les isolant de la terre, de façon à éviter l'infiltration de produits toxiques dans le tissu aquifère et les nappes phréatiques. Inutile : Texaco a décrété que la terre de l'Amazonie était argileuse, et donc imperméable ! Dans ces conditions, nul besoin non plus de tranchées de drainage pour recueillir les résidus qui débordent avec les pluies...

Contamination de centaines de sites

Au fil du temps, le pétrole brut interagit avec l'eau et libère ses molécules les plus lourdes, qui sédimentent. A la surface demeurent les substances légères et huileuses. Au milieu, une couche d'eau. Pour la vidanger, Texaco a imaginé des tuyaux joliment baptisés « cous d'oie ». L'entreprise prétend que l'eau est potable, mais aucun de ses ingénieurs n'ose la boire. Les feuilles et les branches qui tombent dans les bassins se mélangent au liquide. Peu à peu s'est ainsi formée une strate meuble, qui rappelle un matelas à eau. Sauf que l'aspect est celui d'une épaisse bouillie noire.

Une enquête publiée en 2003 et réalisée principalement dans la zone exploitée par Texaco rapportait que 87,3 % des habitants consultés dans ces provinces vivaient à moins de cinq cents mètres des puits d'extraction, bassins et autres installations pétrolières. Elle ajoutait que « *42 % vivent dans un*

rayon inférieur à cinquante mètres », avant de conclure que la population locale avait été « exposée à une intense pollution » (1).

Pendant vingt-huit ans, Texaco a joui d'une quasi-exclusivité sur l'exploitation pétrolière dans la région. Au cours de cette période, l'entreprise n'a jamais diffusé d'information sur les dangers encourus par les personnes, les animaux et les plantes aux alentours des puits et des bassins. La construction de logements sur d'anciens bassins recouverts de terre et de branches ne l'a pas dérangée.

Texaco a creusé trois cent cinquante-six fosses. Si on y ajoute les bassins de stockage des déchets, cela donne huit cent vingt sites contaminés, selon la cour de justice de la province de Sucumbíos. Les Indiens et les paysans continuent d'en trouver d'autres, dissimulés. Certains suintent toujours leur pétrole. Selon l'organisation non gouvernementale (ONG) Acción Ecológica, Texaco « *a extrait près d'un milliard cinq cents millions de barils de brut (...) dans une zone de quelque quatre cent mille hectares (...) et, délibérément, elle a reversé des tonnes d'éléments toxiques et de déchets d'entretien, ainsi que plus de dix-neuf milliards de gallons [environ soixante-douze milliards de litres] d'eau sale dans l'environnement (2).* »

Le gaz qui sortait des puits individuels, dont les cheminées ne sont pas très hautes, a été brûlé sans le moindre contrôle. Lorsqu'il pleuvait, la suie tombait en même temps. Les habitants recueillaient l'eau pour préparer leurs repas et pour la boire, croyant qu'elle n'était pas polluée, puisqu'elle « venait du ciel ».

Les communautés indiennes ont été les plus touchées. « *Il n'y avait aucune présence de l'Etat, nous explique M. Jimmy Herrera, qui participe au dialogue du gouvernement actuel avec les Indiens d'Amazonie. Texaco avait la main sur tout. Pour compenser les inconvénients, la compagnie pétrolière offrait aux Indiens des babioles, des objets qui ne leur servaient à rien, ou elle les menaçait de faire intervenir l'armée s'ils protestaient. Et puis les évangélistes ont débarqué des Etats-Unis.* » Des avions survolaient la zone en jetant « *des casseroles en aluminium, des pantalons, des rubans de couleur, des boutons et des photos des missionnaires (3)* ». Les religieux arrivaient ensuite pour convaincre les Indiens des bienfaits de la compagnie pétrolière et de la « civilisation ». La femme du hameau de Yuca nous explique que la vie de sa communauté a totalement chaviré lorsque ses membres ont eu besoin des salaires versés par Texaco pour survivre : la pollution avait rendu toute chasse ou pêche impossible.

Des tubercules à l'aspect étrange

Pour qui vient de la ville, c'est un mélange d'appréhension et de plaisir que d'écouter, dans cette zone dégagée de la jungle, le chant d'oiseaux inconnus se mêlant aux cris d'animaux invisibles. Le feuillage s'épaissit peu à peu, au loin, jusqu'à se fondre en un majestueux lavis vert.

Mais M. Medardo Shingre nous arrache à notre rêverie. C'est un paysan qui vit à Tarapoa depuis environ quarante ans ; il fait partie des trente mille victimes de Texaco. Les terres de sa ferme sont empoisonnées. Et ce n'est pas une figure de style : sur un large périmètre, partout où il enfonce un bâton d'à peine vingt centimètres, la terre recrache du pétrole brut. Oh, la nature s'adapte : des bananes adultes de très petite taille ; des tubercules à l'aspect étrange ; des fruits et des feuilles qui restent sans couleur. A première vue, le terrain paraît normal, compact. Mais, avec la chaleur, il ramollit, colle aux chaussures.

Dans les provinces de Sucumbíos et d'Orellana, la mortalité due au cancer atteint le triple de la moyenne nationale. 43 % des familles touchées consommaient de l'eau recueillie à une distance allant de cent à deux cent cinquante mètres de la source de contamination (4). La femme de Yuca se souvient que les responsables de la compagnie avaient expliqué à son père que le cancer, chez les Indiens, était dû à un manque d'hygiène. Elle n'oublie pas non plus cet homme blond qui leur avait assuré que l'eau souillée de pétrole les rendrait plus forts : « *Après tout, cela permet de faire avancer les camions !* »

En 1992, Texaco a quitté le pays. Le 3 novembre 1993, des paysans et des Indiens d'Orellana et de Sucumbíos, soutenus par des ONG, principalement américaines, ont porté plainte contre la compagnie devant un tribunal de New York. Ils l'accusaient de dommages environnementaux et sanitaires. Six mois plus tard, une vingtaine d'organisations populaires et de communautés de la région s'unissaient pour soutenir la plainte de l'Union des victimes des opérations de Texaco (Updat). Le Front de défense de l'Amazonie était né.

Trois ans plus tard, soucieuse d'éviter une action judiciaire, Texaco signait avec le gouvernement équatorien de l'époque un plan d'action et de réparation : la compagnie s'engageait à nettoyer cent soixante-deux bassins. *« Elle a tout simplement fait appel à un sous-traitant pour qu'il jette de la terre dessus, se souvient M. Shingre. Mais, en recouvrant les bassins, elle a aggravé le problème, car le pétrole est resté intact, et la contamination des sols s'est accentuée. »*

En 1998, le gouvernement et Texaco signent l'acte de Finiquito, qui met l'entreprise à l'abri de toute plainte de l'Etat après la « réparation ». Peu importe les trente mille sinistrés, non indemnisés...

Mais le procès continue, et l'entreprise fait pression pour qu'il soit transféré devant la justice équatorienne, s'engageant même à respecter la décision des tribunaux ! M. Pablo Fajardo, un jeune avocat qui a grandi dans cette région, explique la manœuvre : Texaco avait *« de l'influence sur le système politique et judiciaire. Elle était donc convaincue qu'elle pourrait contrôler le procès. Elle n'avait pas tort (5) »*. En octobre 2003, deux ans après le rachat de Texaco par Chevron, le procès débute en Equateur.

Huit agences de lobbying

M. Fajardo, qui a eu affaire à trente-neuf avocats en une décennie, raconte que Chevron a dépensé plusieurs milliards de dollars en frais de justice. Pour sa part, le Front de défense de l'Amazonie n'a disposé que de ses propres ressources et de la solidarité internationale.

Ce que Chevron n'avait pas anticipé, c'est que le pays allait changer avec l'élection de M. Rafael Correa, en 2006. Et son système judiciaire également. Le 14 février 2011, un verdict est enfin rendu : la compagnie pétrolière est reconnue coupable. Elle doit verser 9,5 milliards de dollars à l'Updat pour le nettoyage des sols, l'installation d'aqueducs et la mise en place de systèmes de santé et de développement dans la zone. De plus, le juge impose une sanction : Chevron devra présenter des excuses publiques aux sinistrés dans un délai de quinze jours après la sentence. En cas de refus, l'amende sera doublée. Chevron refuse d'obtempérer. Sa dette est d'abord doublée, avant que la Cour nationale de justice équatorienne n'annule la décision le 12 novembre 2013.

Chevron contre-attaque néanmoins, et traîne Quito devant les tribunaux internationaux en prétendant qu'il lui revient de prendre en charge la réparation des dommages. Au moins huit agences de lobbying sont engagées pour « conseiller » divers membres du Congrès et du département du commerce américains. L'objectif : discréditer le gouvernement équatorien et menacer ses intérêts économiques.

En 2009, Chevron a déposé aux Etats-Unis quatorze plaintes contre le Front et contre quiconque travaille avec les victimes. En février 2010, la Cour fédérale de New York a accepté que, dans le cadre de la loi sur les organisations influencées par le racket et la corruption, dite RICO (Racketeer Influenced and Corrupt Organizations), les défenseurs du Front fassent l'objet de poursuites : ils auraient tenté de « racketter » Chevron.

La société traîne actuellement Quito devant un tribunal de Washington pour « violation du traité bilatéral de protection des investissements » qui le lie aux Etats-Unis. Aucune décision n'est attendue avant 2015. Pendant ce temps, Chevron n'a toujours pas versé un centime aux victimes...

Epilogue. Cela fait dix jours que nous sommes rentrés en France. Le 17 décembre 2013, à l'aube, nous recevons un long message de M. Morgan Crinklaw, porte-parole de Chevron, sur une adresse

électronique privée. Sans préambule, il déclare savoir que nous avons « *visité des sites pétroliers dans l'est de l'Equateur* ». Il expose ensuite la version de l'entreprise, « *persécutée* » par le gouvernement équatorien.

M. Crinklaw a commencé à travailler pour Chevron fin 2008. Avant cela, il a été responsable, pendant quatre ans, de la communication du Parti républicain au Congrès des Etats-Unis.

Le lendemain, nous l'interrogeons à notre tour : comment a-t-il obtenu notre adresse ? A ce jour, toujours pas de réponse...

Hernando Calvo Ospina

Journaliste. Auteur de *Tais-toi et respire ! Torture, prison et bras d'honneur*, Bruno Leprince, Paris, 2013.

(1) Adolfo Maldonado et Alberto Narváez, *Ecuador ni es, ni será ya, país amazónico. Inventario de impactos petroleros*, Acción Ecológica, Quito, 2003.

(2) « [Que Texaco limpie lo que ensucio](#) », Acción Ecológica, 11 mars 2002.

(3) Fabián Sandoval Moreano, *Pueblos indígenas y petróleo en la Amazonía ecuatoriana*, CEPE, Quito, 1988.

(4) Adolfo Maldonado et Alberto Narváez, *op. cit.*

(5) Pablo Ximénez de Sandoval, « El hombre que humilló a Chevron », *El País*, Madrid, 6 juin 2011.

(6) Sur le combat des victimes, cf. María Aguinda (avec la collaboration de Patrick Bèle), *Un brin d'herbe contre le goudron*, Michel Lafon, Paris, 2012.